

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Ca-bouge-dans-le-Reseau-Quelques-moments-forts-50656>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°72 > **Ça bouge dans le Réseau ! Quelques moments forts sur le terrain**

3 mai 2017

Ça bouge dans le Réseau ! Quelques moments forts sur le terrain

Impossible de parler de tout, mais voici en bref, quelques temps forts passés ou à venir, en complément des actions mises en lumière dans les autres pages de cette revue. Pour alimenter cette rubrique, merci d'écrire par e-mail à Mélisande Seyzériat, coordinatrice nationale des groupes et actions. Contact : mobilisations@sortirdunucleaire.fr

Week-end "Reclaim the field" : Barricades agricoles contre la poubelle nucléaire !

Le 13 novembre de bon matin, des personnes convergent vers l'ancienne gare de Luméville. Sur place, l'ancien champ de patates – planté en avril 2016 à la place des friches mortifères de l'Andra – s'est transformé en champ de blé. Il ne reste qu'à reconstruire des haies pour parachever cette remise en culture ! Toute la journée, des gens du coin et de plus loin vont se succéder derrières pioches et pelles. Un beau renfort aussi de personnes du réseau "Reclaim the field", qui avaient leur assemblée annuelle ce même week-end à la maison de Bure. L'Andra souhaite transformer des terres agricoles en poubelle nucléaire ? Alors, nous les reprendrons !



La nuit venue, une chorale s'est improvisée devant la "vigie patate", transformée en bar pour l'occasion !

La 28e conférence nationale des Commissions Locales d'Information a eu lieu le 16 novembre Environ 250 participants sont venus à Paris assister à cette journée qui s'est articulée en deux temps, avec des points d'actualité le matin et deux tables rondes l'après-midi ; la première sur les enjeux de sûreté actuels, la seconde sur les Plans Particuliers d'Intervention. La salle comble a pu avoir des temps de questions et d'échanges avec les intervenants dans la matinée et dans l'après-midi après chaque table ronde. L'assistance était composée de membres de CLI, d'institutions (ASN, IRSN...), d'associations, d'exploitants mais aussi d'élus et d'experts scientifiques. De nombreuses interventions antinucléaires se sont fait entendre.



À l'occasion de cette conférence, le Réseau "Sortir du nucléaire" a distribué un document de quatre pages de positionnement politique sur les deux thématiques des tables rondes, document co-signé par plusieurs membres de CLI et du réseau de Surveillance Citoyenne des Installations Nucléaires (SCIN). Ce document remis en mains propres aux participants a connu un franc succès et a suscité de nombreux échanges.

Ce fut aussi l'occasion de mettre en avant l'intérêt et l'utilité de l'outil d'échange et de communication qu'est la SCIN. Cet outil créé et mis en place par le Réseau "Sortir du nucléaire" permet à tout citoyen, membre de CLI ou non, de partager des informations et de se tenir au courant de ce qui se passe autour de chaque installation nucléaire française de manière indépendante. Cette transversalité des infos et des savoirs, permise par la SCIN, est un précieux atout pour l'implication de la société civile dans la surveillance des activités nucléaires. Cette implication citoyenne est indispensable pour révéler les nombreux incidents et problèmes de fonctionnement pouvant avoir de graves conséquences sur la santé des populations et l'environnement, et pour ne pas laisser impunies les infractions régulièrement commises par les exploitants.

Gudmont : village à vendre

Dans le Grand Est, le lobby cherche à implanter tout un ensemble d'infrastructures liées au nucléaire. Après la plateforme de Void-Vacon, un stockage de déchets "faible activité - vie longue" à Soulaire... Le dernier projet est une recyclerie à Gudmont, à quelques kilomètres de Joinville... Mais c'est sans compter les habitants du coin qui depuis la nouvelle ne cessent de dire massivement NON ! Une action a donc été menée le 27 novembre avec une opération "village à vendre", où plein de panneaux ont été apposés sur les façades.



Plus d'infos : www.facebook.com/GudmontDitNon

Action de nos amis allemands devant l'ambassade de France à Berlin

Le 24 novembre, les militants de Naturfreunde Berlin et Antiatom Berlin ont organisé une petite action devant l'ambassade française à Berlin pour protester contre la menace que le nucléaire français fait peser sur l'Europe. Sur les banderoles : des demandes de fermeture immédiate des centrales frontalières de Fessenheim et Cattenom... et un message de solidarité avec Bure, le "petit village gaulois qui résiste à la mafia atomique".



Golfech : dix associations portent plainte

Le 19 octobre, la centrale nucléaire de Golfech, près d'Agen, a mis en service un appareil censé filtrer la radioactivité. Celui-ci a apparemment mal fonctionné, puisqu'une heure après, une alarme s'est déclenchée, indiquant que le seuil réglementaire de radioactivité à la cheminée de rejet avait été dépassé. L'installation en cause a été alors arrêtée et le rejet stoppé, mais 136 milliards de becquerels avaient déjà été rejetés dans l'environnement !

EDF a mis deux jours à prévenir l'ASN et la CLI. De manière prévisible, l'entreprise évoquait un rejet "sans aucun impact sur l'environnement", prétendant que le seuil n'avait été dépassé que pendant une courte durée. Pourtant, un dépassement aussi important n'est pas à prendre à la légère. Les seuils de rejets, très élevés, sont fixés sur proposition d'EDF, sur la base de critères techniques et économiques de manière à ne pas être pénalisants pour la centrale, et non en fonction de normes sanitaires.

Pour les associations, de nombreuses questions demeuraient sans réponse : quels gaz avaient été rejetés ? Quel était le niveau de radioactivité à l'intérieur du réacteur au moment du rejet, et n'y avait-il pas un risque pour les travailleurs ? Pourquoi avoir attendu si longtemps pour rendre public ce

rejet ?

C'est pourquoi, le 28 novembre, neuf associations ont porté plainte contre EDF aux côtés du Réseau "Sortir du nucléaire" (Stop Golfech-VSDNG, Les Amis de la Terre-Midi-Pyrénées, le GADEL, la SEPANLOG, l'Association Française des Malades de la Thyroïde, France Nature Environnement (national, Midi-Pyrénées et Tarn-et-Garonne)). Les associations espèrent que le Parquet déclenchera une enquête qui permettra d'en savoir plus sur ces zones d'ombre.

Les associations ont également profité de la première réunion ouverte au public de la CLI, le 1er décembre, pour distribuer un tract et interpeller publiquement les représentants de la centrale. EDF a invoqué une "erreur humaine", mettant en cause un travailleur pour se défaire de ses responsabilités...

Des réunions régionales pour organiser de futures actions

À l'automne dernier, plusieurs réunions régionales ont eu lieu dans différents bassins de lutte, dont certaines impulsées par le Conseil d'Administration du Réseau afin que les groupes se connaissent mieux, fassent circuler l'information et pourquoi pas, se coordonnent pour de futures actions.

Ainsi, pour le Grand Est, deux réunions se sont tenues, dans l'objectif de préparer une mobilisation inter-régionale le 11 mars prochain entre Bure, Strasbourg et Fessenheim.

Le 3 décembre, une vingtaine de groupes des Pays de la Loire se sont retrouvés à Blois pour notamment décider de la forme qu'allaient prendre les mobilisations de printemps, dans le contexte spécifique des élections.

Le 11 mars 2017, les militants se regrouperont donc sur les ponts de la Loire, puis le 15 avril, une descente de celle-ci est prévue en canoë, tout cela avec l'objectif de montrer que les rejets radioactifs se cumulent tout le long de la vallée de la Loire.

Les groupes ont aussi pu échanger sur le travail au sein des CLI et sur les plaintes en cours.

En Rhône-Alpes également les groupes se coordonnent pour une action au mois de mars sur les ponts du Rhône. Une réunion a eu lieu dans ce sens le 3 décembre à Lyon.

L'occasion aussi de passer une journée conviviale autour de projets qui rassemblent !

Pour finir, les groupes du Sud-Est se sont rassemblés le 10 décembre à Avignon, eux aussi pour parler "actions" autour du 11 mars, mais pas seulement ! Une discussion a eu lieu autour de la transition énergétique dans la région et du futur du site de Tricastin. Un débat public est à prévoir sur le sujet avec état des lieux et des emplois à conserver et à transformer dans le cadre d'une reconversion organisée du site.